

## Burundi : l'ONU condamne sévèrement la détention du directeur de la RPA

@rib News, 06/02/2015 â€“ Source AFP Le Haut Commissariat aux droits de l'Homme des Nations Unies à Genève a sévèrement condamné vendredi l'arrestation et le maintien en détention du directeur d'une radio locale au Burundi. "Personne ne doit être poursuivi pour l'exercice légitime de son droit fondamental à la liberté d'expression et d'opinion", a déclaré aux journalistes Ravina Shamdasani, la porte-parole du Haut Commissariat.

Ce cas soulève de "sérieuses inquiétudes à propos de l'exercice de la liberté d'expression au Burundi, en particulier dans la perspective des prochaines élections", a souligné la porte-parole. La justice burundaise a ordonné mercredi le maintien en détention préventive de Bob Rugurika, le directeur de la radio locale RPA, en prison depuis plus de deux semaines pour "complicité d'assassinats" de trois religieuses italiennes, a annoncé à l'AFP un de ses avocats. Arrêté le 21 janvier, Bob Rugurika risque jusqu'à 20 ans de prison. La justice reproche au directeur de RPA la diffusion depuis plus de trois semaines des aveux d'un homme qui se présente comme l'un des assassins de trois religieuses italiennes de 75, 79 et 83 ans, tuées en septembre dernier à Kamenge, dans le nord de Bujumbura. Dans ces aveux, celui-ci met en cause de hauts responsables des services secrets burundais dans le triple homicide. Cette version prend le contrepied de celle de la justice burundaise, qui avait arrêté un jeune homme dans le quartier de Kamenge peu après les faits. Celui-ci, qui passe pour un "déséquilibré mental", est accusé d'être le responsable de ce triple meurtre et a été croulé. Cette thèse n'a guère convaincu au Burundi, en raison notamment d'une présence massive de policiers sur les lieux du crime au moment de l'assassinat de la troisième religieuse. La société civile et les médias burundais sont mobilisés dans une campagne pour la libération du journaliste. L'Union européenne, les États-Unis et plusieurs organisations internationales des droits de l'homme demandent également sa remise en liberté. A moins de cinq mois d'une présidentielle cruciale pour le Burundi, le pouvoir burundais est accusé de restreindre l'espace politique et de chercher à museler les médias et la société civile.